

zones interdite

La vérité (ou presque) !

La France des "affaires"

petite rétrospective à l'usage des amateurs

Depuis quelque temps, les affaires mettant en cause les liens complexes entre chefs d'entreprise, financiers, gouvernants, appareils de contrainte, conseils en communication, réseaux d'influence, intermédiaires et officines se multiplient.

Rapide récapitulatif des gros dossiers évoqués par les médias ces 3 dernières années.

© Jérôme Marchand

Le sujet se montre commercialement et politiquement porteur, si l'on en juge par la multiplicité des liens internet et la tonalité des échanges de forums. L'explication immédiate ?

Sans doute une retombée de la polémique EADS-Clearstream, qui a contribué à déplacer les frontières des paradigmes Raison d'Etat, Intérêt Général et Secret Défense, et généré de la sorte un champ de forces aux effets semi-aléatoires. A prendre en compte également les conséquences indirectes du procès Elf-frégates de Taiwan et du procès Juppé, qui ont fait comprendre à la magistrature pénale qu'elle devait marquer ses prérogatives, face aux mafias d'Etat. Sous peine de se déconsidérer. Plus profondément, la crise économique remet en cause les équilibres de pouvoir hérités de la V^e République Gaullienne et fondés

d'une part sur la promotion statutaire de la fonction publique, d'autre part sur la dé-responsabilisation de la technostructure. La mixture barbouzeries-IE-renseignement, dans ce contexte, sert à la fois d'exutoire symbolique aux tensions de classe, de levier de rééquilibrage institutionnel et de plateforme de négociation de nouvelles alliances (« Tous unis contre Edvige »).

Les affaires rendues publiques pourraient constituer la pointe émergée de l'iceberg. Les entretiens confidentiels menés avec tel ou tel intervenant suggèrent que certains cabinets d'IE sont engagés dans des logiques de déviance systémique. Sont particulièrement concernées les officines entretenant des liens étroits avec les appareils de contrainte et leurs bases de ressources techniques (systèmes d'écoutes / accès aux fichiers officiels / structures de hacking).

Rapide récapitulatif des gros dossiers évoqués par les médias ces 3 dernières années.

JÉRÔME MARCHAND

Les données présentées ci-dessous ont une vocation illustrative. Veille Magazine n'entend nullement se prononcer sur la réalité ultime des charges imputables à tel justiciable ou telle institution.



1

1 • affaire ADP-Vanderland

Condamnation en appel de l'ancien cadre du SDECE, Jean-Charles Marchiani, impliqué dans une affaire de commissions illégales touchant le marché du tri de bagages à l'aéroport de Roissy (Le Point / 11 juin 2008). JC Marchiani purge actuellement sa peine à la prison de la Santé. Une demande de recours en grâce serait à l'étude. L'ex-préfet Marchiani est également impliqué dans l'affaire des ventes d'armes à l'Angola.

2

2 • affaire Baptendier

Mise en examen d'un agent de recherches, ex-gendarme, pour corruptions, recels de corruptions, complicités de violations de fichiers automatisés (Le Point / 17 janv 2007. Bakchich / 3 juin 2008. La Tribune / 25 juin 2008. Le Nouvel Economiste / 17 juil 2008).

Egalement impliqués dans le dossier judiciaire : un ancien commissaire des RG et plusieurs gendarmes. A sa décharge, Patrick Baptendier prétend avoir été recruté de force par la DST, afin de renseigner celle-ci sur le fonctionnement intime de plusieurs cabinets d'IE.

3

3 • affaire Bertrand

Dépôt de plusieurs plaintes pénales visant l'ancien directeur général des RG, après la publication d'extraits de ses carnets (Le Point / 9 oct 2008. Le Monde / 17 oct 2008). Le Chef de l'Etat figure parmi les plaignants. Yves Bertrand est mis en examen pour atteinte à l'intimité de la vie privée, faux, usage de faux, recel et dénonciation calomnieuse (JDD / 16 oct 2008).

4

4 • affaire Besancenot

Arrestation d'un groupe de fonctionnaires impliqués dans la livraison de données confidentielles à un cabinet de détectives. La cible était un leader politique d'opposition, ex-candidat à la présidentielle 2007, et critique ouvert d'un importateur de matériel de sécurité US (Le Monde / 14 oct 2008). Sa vie privée et sa situation matérielle auraient été passées au crible. Une action pénale a été lancée.

5

5 • affaire du cercle Concorde

Luttes d'influence pour la prise de contrôle d'un cercle de jeux parisien. Parmi les intervenants mentionnés dans la presse : Paul Barril, ancien officier du GIGN, ex-membre de la cellule de l'Elysée, fondateur de la société Secrets (L'Express / 16 janv 2008).

6

6 • affaire Clearstream

Démontage d'une opération de déstabilisation économique, judiciaire et politique mêlant fabrication de faux listings bancaires, manipulation compromettante d'un magistrat instructeur et diffusion d'informations à teneur calomnieuse. Parmi les personnalités mises en examen : D. de Villepin et J.L. Gergorin (L'Express / 2 juin 2006. Le Monde / 27 juil 2007). Autre foyer d'interrogations croisées : le trio DGSE-DST-RG, impliqué dans l'affaire à des stades et degrés différents, avec l'appui opérationnel de tel ou tel cabinet d'IE.

7

7 • affaire EAR

Pénétration clandestine de fichiers associatifs par la Direction du Renseignement Militaire (Le Point / 6 déc 2007). Les motifs de cette opération illégale restent non-élucidés..

8

8 • affaire EK Finances

Evaporation douteuse d'une somme de 180 millions de Francs, investie dans les affaires et nominale-ment destinée à financer les opérations clandestines de la DGSE (Bakchich / 27 nov 2006). Aucune enquête officielle ne suit.

9

9 • affaire i2F

Dépôt d'une plainte contre la direction de la DST, suite à la mise en circulation d'informations négatives ciblant un cabinet d'IE parisien, et impliquant à tort ce dernier dans le montage EADS-Clearstream. Une action complémentaire est lancée auprès de l'IGS, à l'encontre d'un fonctionnaire de la DST, ancien chef de service (JDD / 17 juin 2007. Bakchich / 12 juin 2007 et 4 mai 2008. Le Monde / 22 oct 2008).

10

10 • affaire JPK

Lancement d'une perquisition judiciaire dans les locaux de la DGSE, dans le cadre d'une enquête criminelle portant sur la disparition du journaliste Jean-Pascal Couraud (L'Express / 6 juin 2008). Plusieurs notes concernant le prétendu compte japonais de Jacques Chirac sont saisies. Mise en cause incidente du SED, un moment dirigé par un ancien militaire de la DGSE, et constitué pour assurer la protection des hiérarques locaux.

11

11 • affaire Martinet

Divulgateur d'une opération de surveillance illégale ciblant plusieurs salariés de Canal Plus, dont Bruno Gaccio, scénariste des Guignols de l'Information. Dépôt d'une plainte pour atteinte à la vie privée et engagement de poursuites contre un ancien du Service Action de la DGSE (Le Monde / 14 mai 2005), ainsi qu'un ex-cadre des RG (AP / 10 mars 2008). Certaines révélations additionnelles laisseraient entrevoir une impulsion politique venant de l'Elysée (service de communication de la Présidence ?) et transitant par la hiérarchie des RG.

12

12 • affaire de la DCN

Découverte d'une opération de renseignement illégale ciblant plusieurs dossiers judiciaires sensibles. Mise en examen d'un ex-policier de la DST et d'un ancien cadre de la DGSE (Le Monde / 26 fév. 2008. AFP / 26 juin 2008). Les enquêtes officielles en cause éclairent les circuits de financement semi-occultes du complexe militaro-industriel.

13

13 • affaire Moigne

Mise en examen et incarcération d'un commissaire de police suspecté de trafic de renseignements administratifs, au profit d'un cabinet de détectives (Le Parisien / 14 mars 2008. Le Monde / 15 et 21 mars 2008. Bakchich / 27 août 2008). Bénéficiaire supposé : une major du CAC 40.

14

14 • affaire Rhodia

Lancement d'une enquête officielle ciblant les investigations privées dont faisaient l'objet 2 actionnaires minoritaires - Edouard Stern et Hugues de Lasteyrie - en conflit avec le management d'Aventis (Le Monde / 31 août 2005). Trois cabinets d'IE parisiens sont soumis à des signalements médiatiques, mettant en avant leurs liens supposés avec le ministère de l'Economie et avec les anciennes structures dirigeantes de Rhodia.

15

15 • affaire Théa

Divulgateur d'une opération de déstabilisation visant le laboratoire pharmaceutique Théa. Mise en cause de Charles d'Orléans, dirigeant de la société Institutions et Entreprises (AP / 8 nov 2006. Intelligence Online / 24 juil 2008), et d'un laboratoire établi à Monaco, qui aurait financé la campagne de dénigrement. Ouverture d'un procès.

16

16 • affaire Thomson-Matra

Mise en traitement judiciaire de l'opération 'Couper les ailes de l'oiseau', opposant 2 firmes industrielles françaises et faisant jouer les ressources de la DST (Libération / 1 déc 2005). Parmi les personnalités invitées à témoigner : Raymond Nart (ex-DST) et JL Gergorin (ex-EADS). Au cours des débats, on établit que la DST a reçu de Thomson 300 000 Francs en liquide, somme destinée à financer une enquête sur Matra (rémunération d'indics ?).